

Quelle laïcité en 2015 ?

Les enseignants et personnels d'éducation proches du SE-Unsa sont très attachés à la laïcité, particulièrement à l'École. Dix ans après notre précédente enquête, cet attachement s'est même renforcé. Vous avez été plus de 2500 à répondre à notre questionnaire depuis le 1^{er} mars et voici ce que vous nous avez dit.

Les relations État/religions

91% savent que les relations entre l'État et les religions sont régies par la loi du 9 décembre 1905. Celle-ci vous semble utile (96 %) et loin d'être dépassée (80 %). Mais vous êtes 21 % à estimer que cette loi est inéquitable.


 *On voit là la différence entre la loi rédigée en 1905, qui ne mentionne pas l'Islam explicitement mais ne l'exclut pas, et la vision que nos collègues ont de son application.*

 51 % des Français

La laïcité et vous


Pour vous, la laïcité, c'est avant tout :

Assurer la liberté de conscience	46,85 %
Séparer les religions et la politique	31,23 %
Faire reculer l'influence des religions dans notre société	13,54 %
Mettre toutes les religions sur un pied d'égalité	7,03 %
Rien de tout cela	1,20 %
Ne se prononce pas	0,16 %


 *Les personnels d'enseignement et d'éducation ont conscience qu'on leur demande avant tout d'éveiller l'esprit critique de leurs élèves pour former des citoyens au jugement autonome.*

L'avenir de la laïcité

84% pensent que la laïcité est en danger.

 *Le contexte actuel (crise économique, chômage, montée de l'extrême droite, attentats, peur de l'autre) et l'instrumentalisation politique qui en est faite expliquent cette crainte. Pour le SE-Unsa, la laïcité doit être le ciment de notre société et non un instrument visant à exclure ou à stigmatiser une partie de la population vivant en France. Parce qu'elle permet de considérer chaque individu comme un être singulier, de garantir à chacun la liberté de conscience et de protéger l'État et l'École de toutes interventions religieuses et idéologiques, le modèle laïque est seul à même de permettre le vivre ensemble.*

 81 % des Français. C'est 23 points de plus qu'en 2005.

 Pourcentage concernant l'ensemble des Français, chiffres issus du sondage Cnal/lfpf de novembre 2015 disponible sur www.cnal.info/wordpress

98,5%

 jugent que la laïcité à l'École est importante. Pour les personnels de l'Éducation nationale, la laïcité fait véritablement partie de leur identité professionnelle.

 87 % des Français

La loi de 2004


94% des répondants sont d'accord avec la loi du 15 mars 2004 encadrant le port de signes religieux pour les élèves de l'École publique.

L'approbation est désormais forte, tant chez les personnels que les familles. Cette disposition figure dans la charte de la laïcité. Pour le SE-Unsa, cette loi de 2004 a contribué à apaiser le climat dans les écoles et établissements publics.

 85% des Français

Les sorties scolaires

69% pensent qu'il faut interdire le port de signes aux parents accompagnant les sorties scolaires à l'École publique.

 *Pour le SE-Unsa, la question du statut des bénévoles encadrant une sortie pédagogique demande une clarification qui facilite le travail des personnels et les aide à garantir la liberté de conscience de leurs élèves.*

 81 % des Français

L'heure de religion


80% sont contre. Ce chiffre atteint 66 % en Alsace et en Moselle.

 *Pour le SE-Unsa, rien ne justifie le maintien du statut scolaire dérogatoire d'Alsace-Moselle. Tous les élèves ont droit à 24 heures de classe en élémentaire.*

 72 % des Français

Le financement du privé

80% disent non.

 *Très majoritairement, vous considérez que l'État n'a pas à financer un système scolaire concurrent au sien. Le SE-Unsa, au sein du Cnal (Comité national d'action laïque), demande que les efforts de l'État soient d'abord consacrés à l'École publique, au lieu de satisfaire les choix personnels de quelques uns. Cela est d'autant plus vrai en période de crise budgétaire.*

 77 % des Français